

RAPPORT N° 2025/5-19
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025

OBJET : AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

I- CREATION DE POSTES PERMANENTS ET AJUSTEMENT

1) CREATION DE POSTES

Afin de répondre aux besoins des services, il est proposé de créer les postes suivants :

➤ Au sein de la **Direction de l'assainissement** :

1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière technique du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux pour exercer les fonctions **de contrôleur d'exploitation et de travaux en assainissement collectif**.

Missions : Il.elle sera en charge notamment du contrôle de l'activité déléguée du délégataire et du suivi de l'exploitation du système de collecte, instruira les demandes des usagers, des autres Collectivités et des professionnels en lien avec les problématiques d'exploitation et mettra en œuvre le diagnostic permanent et suivra l'autosurveillance réseaux en lien avec les exploitants.

➤ Au sein de la **Direction de la commande publique** :

1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière administrative du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux pour exercer les fonctions **d'assistant.e de la commande publique**.

Missions : Il.elle participera notamment à la préparation, rédaction, suivi des procédures de passation des marchés publics et concessions, au contrôle des contrats publics, et au suivi des indicateurs de performance de l'achat, accompagnera dans le cadre de la stratégie du bon achat (SBA), les entreprises TPE / PME et aura la charge de l'engagement et du suivi du processus d'achat responsable.

➤ Au sein de la **Direction des systèmes d'information** :

1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière technique du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, pour exercer les fonctions **d'assistant.e des systèmes d'information**.

Missions : Sous l'autorité du directeur, il.elle participera notamment à la vérification et validation de la conformité des applications, des systèmes et des usages à la politique de sécurité de la collectivité, assistera les utilisateurs des systèmes d'information et participera aux interventions sur tout ou partie des systèmes informatiques et télécoms de son entité.

➤ Au sein de la **Direction des mobilités** :

1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière administrative du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux pour exercer les fonctions **d'assistant.e administratif.ve**;

Missions : Il.elle sera chargé.e notamment de renseigner le public sur place et par téléphone, de recevoir, filtrer et transmettre les messages téléphoniques et les courriers informatiques, de réaliser la saisie de documents de formes et contenus divers, d'assurer les tâches administratives en coordination avec l'assistante de Direction, de prendre des notes et mettre en forme tous type de courrier.

➤ Au sein de la **Direction du Sport et de la culture** :

1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière culturelle du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine pour exercer les fonctions **d'agent.e d'accueil au sein de la Bibliothèque Alain Lorraine**.

Missions : Il.elle sera en charge notamment d'assurer l'accueil des usagers, de participer à la mise en place des animations, de collaborer à l'enrichissement et l'enregistrement des collections de la bibliothèque et d'assurer le prêt et le retour des documents ainsi que toute autre opération de gestion et circulation des documents

Ces emplois permanents pourront être pourvus par le recrutement d'un fonctionnaire, et en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être occupés par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée d'une durée déterminée de 3 ans pour un minimum de 1 an et maximum de 3 ans, dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du CGFP à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois publics.

Accusé de réception en préfecture
N° de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

2) AJUSTEMENTS

Le poste de chargé.e de la biodiversité, créé par délibération du 8 avril 2022, poste à temps complet ouvert à la catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, par voie statutaire, est actualisé et ouvert désormais aux catégories A et B des filières administrative et technique des cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux, des attachés territoriaux, des techniciens territoriaux et rédacteurs territoriaux.

Cet emploi permanent pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire, et en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée d'une durée déterminée de 3 ans pour un minimum de 1 an et maximum de 3 ans, dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du CGFP à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

II- CHANGEMENT DE FILIERE

Pour assurer la mise en adéquation entre les fonctions exercées et le cadre d'emplois statutaires d'un agent ayant bénéficié d'une mobilité interne, il est nécessaire de procéder au changement de filière suivant :

Ancienne situation			Nouvelle situation		
Direction	Grade	Emploi	Direction	Grade	Emploi
Mobilité	Adjoint administratif territorial	Agent d'accueil	Moyens internes	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent cellule petits travaux et sonorisation

III – PROMOTION INTERNE

Afin de prendre en compte les promotions internes des agents de la collectivité conformément aux arrêtés du CDG de la Réunion fixant les listes d'aptitude au titre de la promotion interne 2024 pour les cadres d'emploi et grades concernés, il est proposé de créer :

- 9 postes d'agent de maîtrise ;
- 1 poste d'ingénieur territorial.

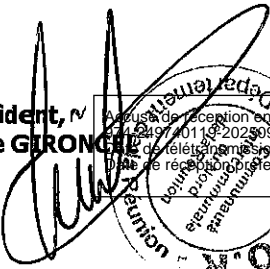
Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section fonctionnement.

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

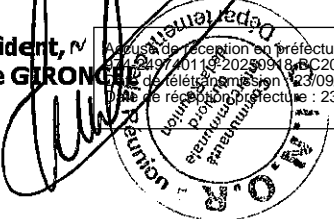
Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver les créations et ajustement des postes indiqués dans le rapport ;
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président, 
Maurice GIRONDE

Annuaire de réception en préfecture
N° 2497 00119 20230918-DE C2025-5-19-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception en préfecture : 23/09/2025



**DECISION N° 2025/5-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET : AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu les dispositions du code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la décision 2022/2-37 du bureau de la Communauté du 08/04/2022 ;

Vu la décision 2023/2-14 du bureau de la Communauté du 05/04/2023 ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/5-19 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les créations et ajustement des postes indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-19-DE Date de télétransmission : 23/09/2025 Date de réception préfecture : 23/09/2025
--